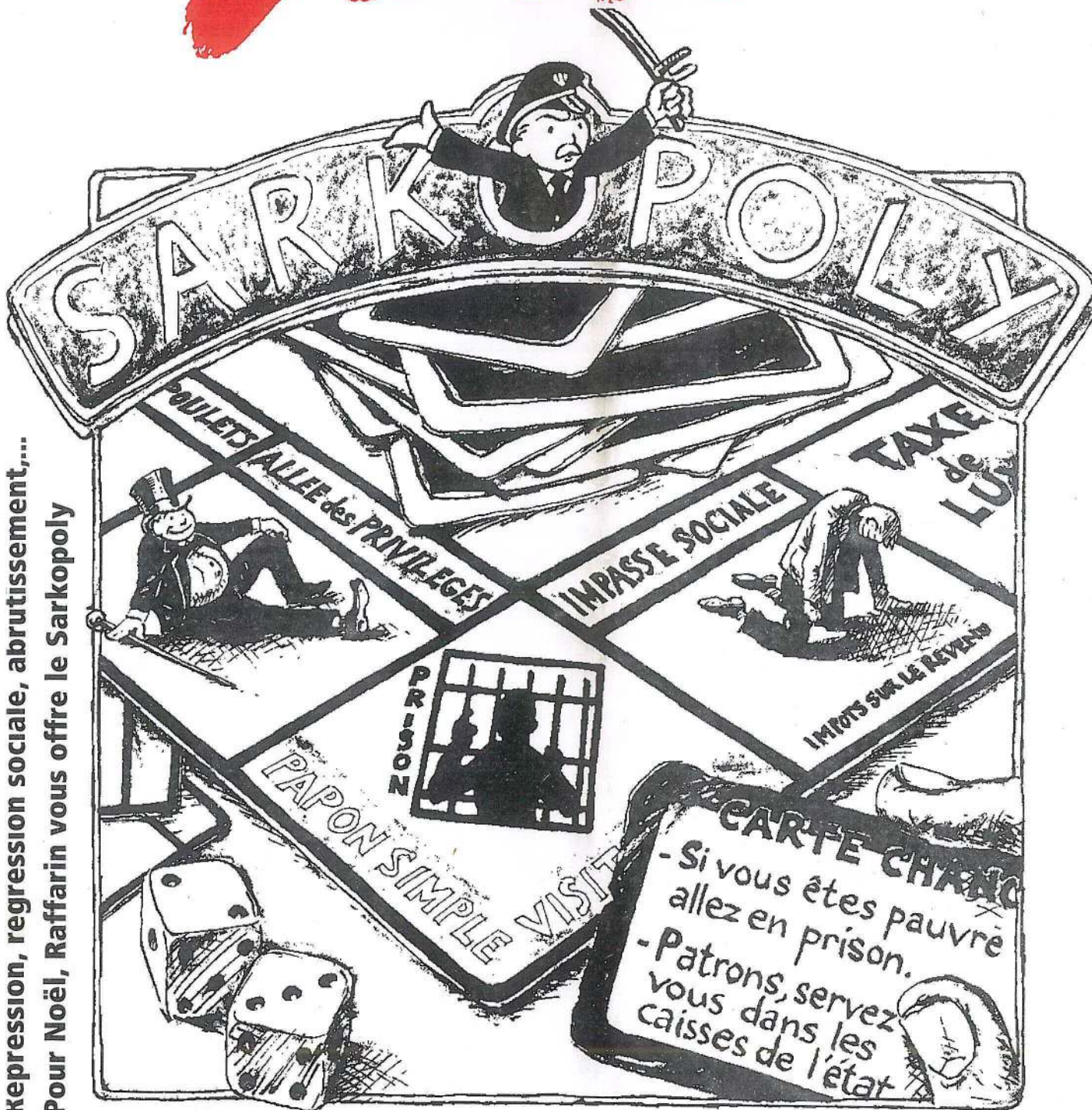


LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées
La lettre du C.D.E.S. - ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171



N° 78 - Déc. 2002 - Janvier 2003

1.5 euros

Lois Sarkozy _ L'Insécurité sociale _ Newells _ Repression à
Blagnac _ Grève chez Arcade _ Entreprises d'exploitation rapide

_ Sans papiers _ AZF _ Prisons _ 21 avril _ Les anarchistes sont-ils encore révolutionnaire? _ Fédéralisme et réseau _ International
_ Serbie & Russie _ Courier des lecteurs

La Lettre du C.D.E.S.

bulletin du réseau
LE COMBAT SYNDICALISTE
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal

Le Combat Syndicaliste
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Vous pouvez également le consulter
en ligne sur :
<http://cnt-ait.info>

Abonnement un an

Tarif normal : 7.5 euros
Abonnement de soutien : 15 euros ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses

Secrétariat de l'AIT
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121 OSLO,
Norvège.

CNT, Bureau confédéral
B.P. 511, 64010 Pau Université.

UR Aquitaine
CNT, BP 16, 24650 Chancelade.

UR Méditerranée
CNT, 9 rue Duchalmeau,
66000 Perpignan.

UR Normandie
CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx.

UR Paris-Nord
CNT, BP 352,
75526 Paris Cdx 11.

UR Centre
CNT, BP 1303,
37013 Tours Cdx.

UR Est
CNT, C/o CESL, BP 121,
25014 Besançon Cdx
Rhône-Alpes
CNT, BP 223,
38405 St Martin d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor
IMP.SPE CNT.AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à titre
militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

Lois Sarkozy :

AVEC LE BONJOUR DE TORQUEMADA



En 1484, Tomas de Torquemada, Grand Inquisiteur d'Espagne, édictait dans ses "lois organiques" que les noms des "témoins" qui dénonceraient les sorciers et les hérétiques seraient tenus secrets. Il officialisait ainsi en Europe le "témoignage sous X", que les nouveaux grands prêtres de la sécurité viennent de réinventer et de réintroduire dans le droit français. Hier avec l'Inquisition, aujourd'hui avec les nouvelles lois scélérates de Sarkozy, chacun de nous peut être accusé, sans savoir par qui et à peine pourquoi. Car, avec le témoignage sous X, "on est emprisonné sur la simple dénonciation des personnes les plus infâmes (et) on n'est jamais confronté avec ses accusateurs" (Voltaire). Cette incitation permanente à la délation, à l'accusation calomnieuse, à la vengeance sordide, à la manipulation, a conduit par le passé à d'innombrables erreurs judiciaires, qui sont autant de crimes contre l'humanité. Elle conduira aujourd'hui aux mêmes résultats monstrueux. De telles lois, ne peuvent que soulever le dégoût. Tout comme l'avalanche de mesures anti-sociales qui se prépare, comme la précarité et les licenciements, le harcèlement au travail, le mépris scandaleux réservé aux sans-papiers, les conditions de vie lamentables dans les prisons... ces mesures ne sont destinées qu'à une partie de la population ; celle qui constitue, bien que plus personne n'ose l'appeler par son nom, la classe exploitée. Car les grands patrons et les politiciens, ceux qui sont responsables de l'explosion d'une ville, des marées noires, des guerres en Tchétchénie ou ailleurs, n'ont rien à craindre : pour eux, quoiqu'ils fassent, pas de dénonciation sous X. Tout le monde sait qui ils sont. Et ils dorment bien tranquilles.

Aux libertaires, aux anarcho-syndicalistes de développer leur critique, d'ajuster leur stratégie et de construire les réseaux militants nécessaires pour que, tous ensemble, nous réalisons le vœu de Voltaire, inlassable pourfendeur d'inquisiteurs de toutes sortes : écraser l'infâme. Tous les infâmes.

Candide •

APPEL A LA SOLIDARITE DE LA CNT-AIT DE VALENCIA

Le 25 octobre, à l'occasion d'une manifestation contre l'expulsion du squat "malas pulgas" ("mauvaise humeur") et contre la prolifération de lois de plus en plus répressives, la police espagnole est montée d'un cran dans la répression. De nombreuses personnes ont été matraquées et blessées. Quatre ont été arrêtées et emprisonnées pendant un mois. Deux sont des militants des la CNT-AIT, et deux des sympathisants. Depuis, la CNT-AIT espagnole est l'objet, une nouvelle fois, d'une immonde campagne de calomnie dans les médias, et les compagnons (qui ont été libérés sous caution le 26 novembre) sont présentés par la presse comme des "terroristes", bien qu'ils aient toujours revendiqué haut et fort leur idéal libertaire. La CNT-AIT de Valencia (Espagne) appelle à la solidarité pour faire cesser les intimidations policière que subissent encore tous les jours les quatre inculpés et pour avoir les moyens de faire face.

Pour la France, les contributions de solidarité sont à envoyer à :

CNT-AIT, BP 2010, 14019 CAEN •

LE TEMPS DES EMBROUILLEURS

Voici revenu le temps des embrouilleurs d'esprit, orchestré par le pouvoir, avec l'aide et la complicité médiatique.

On nous fourre dans le crâne des lois d'un autre âge. Des lois puant le racisme, le rejet de l'autre, le rejet de la différence. Des lois servant à opprimer encore plus tous les laissés pour compte que génère ce système, des lois non pas contre la misère mais contre les miséreux.

La mendicité est passible d'emprisonnement. Tout squat vaut désormais six mois de prison et trois mille euros d'amende. Les gens du voyage sont priés d'aller s'installer ailleurs sous peine, toujours, d'emprisonnement.

Des sanctions pénales sont prévues dès l'âge de dix ans.

L'absentéisme scolaire (quatre demi-journées par mois) peut valoir jusqu'à deux mille euros.

Les possibilités de fouiller les coffres des véhicules, de perquisitionner la nuit (ou sans consentement) et les écoutes téléphoniques sont étendues.

Le fichage par empreintes génétiques est généralisé à toute personne mise en examen et le refus de s'y soumettre est sanctionné.

La garde à vue est portée à 96 heures d'affilées en cas de "criminalité organisée" (à plusieurs) et l'entretien avec un avocat peut être repoussé à la 36^e heure.

De nouveaux délits sont créés de toutes pièces, comme "l'occupation d'un hall d'immeuble". Et cerise sur le gâteau, la délation devient un comportement citoyen, puisque les collabos pourront bénéficier d'une remise de peine ou même d'une exemption dans certains cas.

Il est aisé de se rendre compte que tout cela ne vise qu'une partie de la population. Par exemple : les bourgeois ne sont pas obligés de

mendier pour manger ni de squatter pour pouvoir dormir, et il est plutôt rare que les enfants de la bourgeoisie, désœuvrés, passent le temps dans un hall d'immeuble de cité crevant l'ennui. Parallèlement aux mesures prises par les politicards en place, qui ne font qu'accentuer celles de leurs prédécesseurs (loi sur



la "sécurité quotidienne" de Daniel Vaillant, ministre socialiste), les médias, pour revenir à eux, nous serinent à longueur de journée le discours voulu par la classe bourgeoise.

De nouvelles expressions font leur apparition, entre autres "France d'en haut, France d'en bas", qui est actuellement usité par toute une pléiade de présentateurs potiches, journalistes foireux n'ayant rien à voir avec le droit à l'information qu'ils prétendent défendre.

Ne nous y trompons pas, tout ce verbiage n'a qu'un seul but, nous empêcher de prendre conscience qu'il n'y a en fait qu'une notion à avoir à l'esprit : celle de classes sociales.

La classe des possédants, du pouvoir économique, la classe bourgeoise d'une part, la classe des opprimés, la classe de ceux qui subissent la misère, la classe ouvrière d'autre part. Il suffit de voir par qui et contre qui sont votées ces lois. Elles sont votées par les politicards au service de la bourgeoisie. Et, comble d'ironie, ils ont été généreusement portés au pouvoir par une partie de ceux qui vont maintenant en pâtir cruellement. Tous ceux qui, à l'appel de la gôchunie, ont marché dans la manipulation électorale

découvrent, mais un peu tard, que la politique du gouvernement n'a souvent rien à envier à celle qu'aurait fait l'extrême droite. Même le président de la Ligue des droits de l'homme tente de se rassurer en affirmant que "Chirac n'a pas été élu pour appliquer la politique de Le Pen." Il semble bien que ce monsieur n'ait pas

tout compris à la manipulation. Et là, plus grand monde pour le dénoncer. A y regarder de plus près, on voit bien à qui s'adresse le clin d'œil complice des médias : à tous ceux qui croient, qui sont sûrs contre toute évidence, que la soupe qui leur est servie va être bonne. Ceux-là feraient bien de méditer ces mots qu'Emma Goldman écrivait il y a presque cent dix ans, en août 1893 : "Hommes et femmes, savez-vous que l'Etat est notre pire ennemi ? C'est une machine qui vous écrase pour mieux soutenir vos maîtres, ceux que l'on nomme "la classe dirigeante". L'Etat est un pillard à la solde des capitalistes, et vous êtes naïfs d'en attendre du secours."

Jules •

L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Sarkozy pour la répression et pour occuper le devant de la scène, le reste du gouvernement et l'Assemblée nationale par derrière pour renforcer l'exploitation ; les rôles sont bien répartis dans la maison Raffarin ! De fait, la politique sécuritaire donne tellement à vomir qu'on en oublierait presque le reste... et pourtant, les mesures pondues à la file un peu dans tous les domaines ont de quoi inquiéter. Mais, bien qu'elles concernent tout le monde, c'est plutôt la discrétion qui règne sur ce plan. Et les médias, si prolixes sur la violence ne disent plus grand chose dès lors qu'il s'agit d'une violence institutionnelle.

Combien d'entreprises fermées, combien de licenciements, combien de travailleurs supplémentaires jetés à la rue cette semaine ? Si vous voulez le savoir, il faut chercher l'information un peu partout... si tant est qu'elle soit publiée ! Pour les licenciements, inutile d'espérer voir un de ces reportages qui semblent passer en boucle aux heures de grande écoute. Quelques mots de temps en temps et basta.

La sécurité sociale qu'ils étrangent progressivement ne donne pas lieu à trop de commentaires non plus. On nous dit qu'elle a un "trou". Et c'est tout. Ceci dit, on commence à les connaître assez pour savoir ce qu'ils préparent : le "trou de la Sécu" ça fonctionne exactement comme le baril de pétrole. Quand le prix du baril flambe, le prix de l'essence monte. C'est facile à comprendre. Quand le baril s'effondre, le prix de l'essence... reste stable. Résultat au bout du compte : le baril peut faire du yo-yo, à la fin de chaque année, on paye toujours plus cher qu'à la précédente. Pour en revenir à la Sécu, il ne vient à l'idée d'aucun gouvernement de limiter les bénéfices de l'industrie pharmaceutique. Il est encore moins question de prendre des mesures pour que les décisions concernant la santé soient l'affaire de tous et non celle des trusts pharmaceutiques. Non. La première mesure, c'est que pour la énième fois, des dizaines de médicaments sont exclus du remboursement. Pas très original. Mais ça pose une question de fond.

Le motif du déremboursement, c'est que ces médicaments ne sont

pas efficaces. Si c'est vrai, des charlatans diplômés nous ont vendu pendant des années de la poudre de perlimpinpin, et il y a escroquerie. Si c'est faux, des médicaments utiles sont désormais réservés à ceux qui peuvent se les payer, et il y a discrimination.



Il ne faudrait pas oublier non plus que, si la Sécu nous rembourse, c'est parce que nous lui versons tous les mois une partie de notre salaire. Même les charges dites "patronales" sont bien sûr prises en compte par le patron quand il calcule les salaires qu'il va verser à ses employés. Déjà, grâce aux précédents gouvernements "socialistes", les remboursements sur les médicaments avaient baissé (certains ne sont remboursés qu'à 35 %). Bref, on cotise toujours autant, mais on est de moins en moins remboursé.

Quand on n'est pas malade, on paye (les cotisations), quand on est malade on paye deux fois (les cotisations + la partie non remboursée). Les patrons, eux, payent de moins en moins. L'Etat ne cesse de leur alléger "leurs" charges. Est-ce qu'ils nous paient plus pour autant ? Est-ce qu'ils embauchent plus ? Ça se saurait ! Et l'Etat, qui leur fait tant de cadeaux, est-ce qu'il paye ce qui manque forcément à la Sécu ? Eh bien non ! D'où le trou. Il préfère utiliser l'argent de nos impôts pour payer des flics, plutôt que pour permettre l'accès de tous aux soins. Côté santé, plus ça avance, plus on est dans l'insécurité sociale !

En même temps, une autre branche de la sécurité sociale est attaquée : le système des retraites. Nous en avons déjà parlé dans le précédent numéro de ce journal. Mais, il ne faut pas se fatiguer de dénoncer la crapulerie qui se prépare. L'objectif est de remplacer le système par répartition, basé sur la solidarité entre les métiers et les âges, par un système par capitalisation, basé sur le "chacun pour soi". Le prétexte est le vieillissement de la population, mais l'enjeu est ailleurs : il s'agit pour les sociétés d'assurance ou de prévoyance d'accéder aux très grosses sommes d'argent qui leur échappent encore. Si ça devient le cas, elles pourront facilement jouer avec elles en bourse. Si elles y gagnent, elles empocheront des profits supplémentaires. Si elles y perdent, elles feront porter les pertes sur les petits épargnants qui auront placé leurs économies chez elles : après avoir cotisé, ils se retrouveront avec une retraite minable, ou pas de retraite du tout ! Les retraites par capitalisation sont un jeu de dupes. C'est du capitalisme, pas du capitalisme à outrance comme on l'entend parfois, mais du capitalisme tout court. Car c'est le capitalisme qui est outrancier.

Julie ●

Au départ petite entreprise familiale de métallurgie, puis racheté par une multinationale, Newells Windows est sur le point de fermer à Nègrepelisse. Le site était présenté comme "sain" (c'est-à-dire dégageant des bénéfices pour le patron) jusqu'à tout récemment. L'explication de cette fermeture ? Une délocalisation dans le tiers monde, où les travailleurs sont encore plus exploités, permettra de multiplier les bénéfices. Les salariés de cette bourgade rurale ont reçu la nouvelle comme un coup de massue sur la tête. D'abord incrédules, ils ont pris progressivement conscience que leur patron était en train de les rouler dans la farine en ne leur proposant que des indemnités de licenciement proprement dérisoires. Petit à petit, ils se sont décidés à bouger.

NEWELLS

Après une semaine de lutte, dont nous avons fait état dans notre précédent numéro, le lundi suivant, c'est la morosité. Deux jours avant, il était question qu'une délégation monte au siège social en début de semaine pour se faire entendre. Mais, le lundi, histoire embrouillée de bus, cela semble ne plus pouvoir se faire. Les militants de la CNT-AIT qui arrivent sont fraîchement accueillis. Certains ne leur parlent pas, d'autres racontent sur notre compte les histoires les plus dingues. Que s'est-il passé ? Assez vite, nous comprenons : mettant à profit le week-end, des "mains innocentes" ont fait circuler des "papiers", soi disant récupérés sur internet, faisant le lien entre anarchistes, poseurs de bombe et autres bandes à Bonnot. Il se dit que la CNT-AIT n'est qu'un groupe de "casseur"... Bref, une campagne de calomnie a déferlé sur nous et a rafraîchi l'ambiance. Tout va-t-il tomber à l'eau ? Finalement, les gens se ressaisissent, et une quinzaine de grévistes décident de monter à Tremblaye le mercredi. Un curieux "comité de bienvenue" les y attend :

BILAN SOLIDARITE FINANCIERE NEWELL

CNT AIT Toulouse 300 Euros / E.B et S.E, Cahors 70 / Groupe F.A, Toulon 40 / Vicente, Toulouse 500 / Angel R.S. Toulouse 80 / C.M, Millau 5 / AIT IWA, 500 / Mario, USA 40 \$ / C.L., CNT interco Beauvais 10 Euros / CNT AIT Paris 50 / CNT AIT Marseille 30 / Manuel, Paris 150 / S.G., Morbihan 20 / Sympathisants CNT AIT Marseille 126,71 / Adhérents FAU AIT, Allemagne 100 / Sympathisants CNT AIT Marseille 40 / CNT-AIT Logroño 38 Euros*1

1 - Arrivé après la remise des fonds aux grévistes.

outre le Président Directeur Général en personne et son Directeur des Ressources Humaines, il y a, rien que pour eux, la police. Pourquoi un tel déploiement de force ? Manifestement, le PDG pensait faire "cueillir" par les flics dès leur descente du bus les "meneurs" extérieur à l'entreprise ! Savoir où "ils" étaient fut en tout cas, sa principale question. Manque de chance pour lui, la lutte étant autogérée, il n'y en avait pas. Sa tentative de discréditer les grévistes en les présentant comme dirigés de l'extérieur fit choux blanc, et c'est par des huées que PDG et DRH furent salués. Après cet épisode, les salariés de Nègrepelisse trouvent la délégation du site d'Ablis. Ensemble, ils vont à la rencontre des travailleurs de Tremblaye. Et là, stupeur : personne n'est au courant. Enfin, personne parmi les travailleurs de base. Car les syndicats (CGT et FO) sont bien informés. La preuve, le délégué du personnel était arrivé la veille (il n'avait pas pris le transport collectif et il était présent lors de la descente de bus mentionnée ci-dessus) et la CGT a alors, et alors seulement, sorti un petit tract général, non signé ! Bref, les syndicats réformistes auraient voulu couper l'herbe sous le pied à toute forme d'unité à la base qu'ils ne s'y serait pas pris autrement. Leur manœuvre n'a pas totalement marché : les discussions sont allées bon train entre les délégations et les salariés de Tremblaye qui allaient prendre leur poste, et, finalement, une manif spontanée de 200 personnes (forte de plus de la moitié des travailleurs de Tremblaye, dont 13 sont également menacés de licenciement cette année) est parti en cortège dans les rues du village, scandant des slogans hostiles au patron. Pendant ce temps, les DP ont négocié et ont signé un accord*1 qui,

même s'il est le double ou le quadruple (selon l'ancienneté) de ce que le patron proposait au début se situe bien en-dessous de ce que demandait l'AG des grévistes, et de ce qui aurait pu être obtenu si la lutte avait pu s'étendre. Suite à cet accord, le travail a repris, mais à 20 % de la production habituelle.

Quelques jours sont passés. Le 12 novembre, à la demande des grévistes, une réunion de bilan a eu lieu à la salle des fêtes de Nègrepelisse. En premier, après tout ce qu'ils avaient fait, entendu, et surtout pensé - pendant et après -, ils voulaient savoir ce qu'est exactement la CNT-AIT. C'est là-dessus que la réunion a démarré, longuement : sur ce que sont, les anarcho-syndicalistes, sur la façon dont nous voyons la société d'aujourd'hui et celle de demain... Puis on a parlé, longuement aussi, de la lutte. De ses difficultés, du sentiment d'être écrasé, des moments importants, et pour plusieurs des présents, des regrets de ne pas être allé plus loin. Le rôle des syndicats réformistes (CGT, FO...) dans le conflit a également été finement analysé. Sauf une ou deux personnes, tout le monde a pris conscience qu'ils ont saboté la lutte. Au centre du débat : la notion de solidarité de classe, tant locale que plus vaste et surtout la prise de conscience que, alors que même quand on est prêt à subir le "sort" (comme ils l'étaient), il est toujours possible de lutter - même modestement - et, de prendre ses affaires en main. La réunion s'est achevée par un bilan public de la solidarité reçue et par les vifs remerciements des grévistes à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à les soutenir.

Maryvonne ●

*1) 2 mois de préavis payés + 3 mois + une indemnité en fonction de l'ancienneté

REPRESSION A BLAGNAC

C'est l'histoire d'une employée municipale qui travaille dans l'action sociale. Ses collègues, les usagers reconnaissent ses initiatives, mettent en avant ses compétences et son dévouement. Mais, cette employée devient aussi une militante, et qui plus est, de la CNT-AIT. Elle va mettre la même conviction, le même dynamisme, également au service des collègues précaires et de la propagande syndicaliste.

Alors, elle dérange la façade lisse de l'organisation municipale, alors, elle donne des aigreurs à ceux qui ne supportent ni critiques ni remises en cause.

Les qualités jusqu'alors unanimement reconnues deviennent désormais insidieusement des défauts. On

lui reproche, sous couvert de gestion rationnelle des "ressources humaines", de trop s'investir dans son travail. Ses fonctions en contact avec le public lui sont retirées, et on l'affecte en crèche. C'est sûr que la propagande révolutionnaire auprès des bambins de 2 ou 3 ans... Car elle gêne, cette militante qui a fait de la section CNT-AIT de la mairie de Blagnac une des plus actives de notre confédération.

Ainsi, après un congé de maladie, la mairie-employeur demande une expertise médicale avant toute reprise d'activité de notre copine. Le médecin conclut sans ambiguïté à la reprise du travail. Et là, acharnement mesquin de l'employeur mauvais perdant aigri et calculateur, la

mairie vient de demander une contre-expertise qui suspend le retour au boulot.

Oui, c'est bien de l'acharnement, destiné à casser, à marginaliser celle que l'on désigne comme un mouton noir (et rouge). Par la force d'inertie de la mairie, le salaire de notre copine a déjà baissé d'environ 30 %. L'action de terrain va de plus se doubler d'un recours à un avocat.

Nous avons donc besoin de votre soutien. A ce titre, une souscription de solidarité est ouverte au compte :

CNT-AIT
CCP 3 117 57 H TOULOUSE

Adresse
7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE •

GRÈVE CHEZ ARCADE

Depuis le 7 mars 2002, un conflit oppose une trentaine de femmes de ménage, travaillant dans les hôtels du groupe ACCOR de la région parisienne, à leur employeur, la société ARCADE.

Arcade est un sous-traitant dont un tiers des salariés assurent le nettoyage des chambres dans la majorité des hôtels français du groupe ACCOR. Ce groupe est connu pour collaborer à l'expulsion de sans-papiers. Il vient de recevoir de substantielles aides sur nos impôts pour maintenir ses hôtels aux Antilles.

A Paris, la lutte est surtout menée par des femmes africaines, parfois sans-papiers, et donc en situation particulièrement délicate face à l'exploitation. Officiellement, ces femmes sont payées 7.16 euros brut de l'heure, soit à peine plus que le smic. Dans les faits, elles travaillent à la pièce : on leur attribue un nombre déterminé de chambres à nettoyer, sur la base de 17 minutes de travail par chambre, mais elles dépassent ce temps, ce qui est iné-

vitable, car les contrôles sont incessants et le travail très lourd. Et ces dépassements de temps ne sont pas payés. Quand il n'y a pas de travail, elle sont déclarées en heures d'absence. Les contrats sont des temps partiels imposés, alors qu'en réalité, elles travaillent plus de 35 heures.

HOTELS DU GROUPE ACCOR :

Sofitel, Thalassa international, Novotel, Mercure, Coralie, Suite hôtel, Ibis, Etap, Motel 6, Red roof inns, Formule 1.

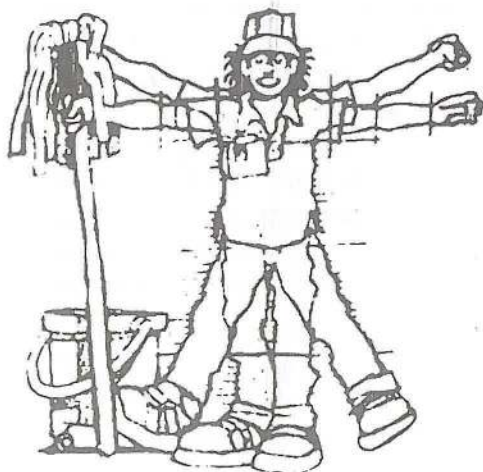
Arcade pensait avoir embauché un personnel taillable et corvéable à merci (comme aux Antilles !), cela évidemment avec la complicité du groupe ACCOR qui réduit ses coûts en imposant des conditions drastiques aux sous-traitants. C'était compter sans la pugnacité de cette poignée de femmes qui dénoncent sans répit les conditions de travail qui leur sont faites et réclament notamment une baisse des cadences, arbitrairement fixées.

Arcade le sous-traitant et ACCOR le donneur d'ordres comptent sans doute sur l'épuisement des grévistes pour ne rien céder de substantiel. Aussi, le collectif de solidarité, actif depuis plusieurs mois, a-t-il décidé d'amplifier les actions de protestation contre le groupe ACCOR pour que les légitimes revendications des grévistes soient satisfaites. Ce collectif vous propose d'envoyer sous toutes les formes possibles (fax, mels, lettres, cartes postales, ...) aux hôtels du groupe ACCOR de votre région une lettre de protestation sur le modèle suivant :

"Je tiens à vous faire part de mon indignation concernant les conditions de travail imposées par la société ARCADE aux femmes et aux hommes qui assurent le ménage dans les hôtels de votre groupe. Je m'associe à leurs revendications et demande instamment qu'un règlement qui leur soit favorable intervienne dans les meilleurs délais" •

ENTREPRISES D'EXPLOITATION RAPIDE

LE GRAIN DE SABLE COMMENCE A GRATTER



Le 12 octobre, la CNT-AIT organisait pour la 7ème année consécutive la "Journée internationale de solidarité avec les travailleurs de la restauration rapide". Pour ne pas oublier l'anniversaire de la mort de Marc Hopkins, au restaurant de Manchester, électrocuté parce que le patron du Mac Do local avait préféré faire des économies sur la sécurité et ainsi préserver ses juteux bénéfices plutôt que la vie de ses salariés.

Depuis l'époque pionnière des premiers rassemblements, notre petit grain de sable commence à irriter sérieusement le Clown Triste du Hamburger et ses collègues. L'omerta qui règne dans ces entreprises d'exploitation rapide a fini par se lézarder. Au fil des ans, des contacts ont été pris, qui ont permis des actions, à ciel ouvert ou non (pour éviter la répression), et qui se sont étendus également aux salariés d'autres chaînes (Quick). Le fait d'organiser régulièrement ces piquets de solidarité devant les restaurants a certainement participé à donner confiance aux salariés, et on peut penser que ce travail de fourmi participe à la diffusion du sentiment qu'il est légitime, qu'il est possible de se révolter quand les conditions de travail sont dégradantes. Ainsi, dans les dernières années, des travailleurs de la restauration se sont organisés et ont animé des mouvements de grève, parfois durs, principalement à Paris.

Bien sûr, tout cela n'est pas du tout du goût de Mac Do. Ainsi, cette année, pour la première fois, l'entreprise organisait dans le même temps que la journée internationale de solidarité avec les travailleurs une petite "semaine des métiers". La boîte a édité à grands frais un luxueux journal qui vante, à lon-

gueur de ses 16 pages, le bonheur de travailler chez elle, la formidable opportunité de carrière que cela représente, etc. Dans de petits encadrés, ils prennent même la peine de répondre point par point - mais sans les citer, bien sûr - aux arguments que nous diffusons dans nos tracts (harcèlement par l'encadrement, précarité accrue, salaires dérisoires, piège du contrat à durée indéterminée destiné à ne pas payer au futur démissionnaire de prime de précarité...). Le choix de la date de cette campagne patronale nationale, le choix des arguments et des illustrations (des équipiers souriants et épanouis, qui tranchent avec la BD-tract "ça se passe comme ça" nous font penser que tout cela n'est pas complètement anodin...

C'est pour nous, bien évidemment, un encouragement à continuer notre campagne ! Cette année encore, dans les différentes villes où des militants de la CNT-AIT sont intervenus (Paris, Toulouse, Auxerre...) nous avons rencontré des salariés qui nous ont confirmé que, malgré la campagne de propagande patronale, tout n'était pas devenu idyllique au pays de la frite express.

Autre signe d'encouragement, c'est l'extension au niveau international de

cette journée. Lancée par la section anglaise de l'AIT (Solidarity Fédération), elle a été relayée par des actions de la CNT espagnole, de la FAU allemande, l'ASF irlandaise, Prima Ake en Slovaquie, ainsi qu'en Serbie... D'autres groupes tels que les Mac Donald's Workers Résistance écossais ont rejoint le mouvement.

Mais cette agitation naissante dans un secteur jusque là négligé par eux a également attiré depuis une paire d'années beaucoup d'opportunistes (CGT espagnole, CGT française, Vignoles, trotskistes, verdâtres...) qui, après avoir fait la fine bouche ont découvert que ces personnels "sans tradition de lutte", "espèces d'étudiants"... étaient capables de se mobiliser et d'agir. Vis-à-vis de ce type d'organisation, la tactique des patrons est toute trouvée : un coup de répression directe pour les casser juste ce qu'il faut puis des offres de négociation plus ou moins souterraine pour les acheter (pas cher du tout d'ailleurs). Les élections de délégués du personnel et de membres du comité d'entreprise offrent un terrain en or pour de telles manipulations. Elles permettent tout d'abord aux managers de repérer les éléments actifs. Faute d'un rapport de force qui est à peine naissant actuellement dans ce type d'entreprise, ceux de ces éléments qui ne se laisseront pas acheter seront virés.

Qu'ils soient élus ou pas n'y changera rien : la "protection" juridique des salariés élus est une baliverne. Il suffit de regarder les statistiques pour s'en rendre compte. Côté patron il restera suffisamment "d'élus" bien gentils (quelle que soit leur étiquette) pour que le patron se paye, avec la tranquillité qu'apporte depuis cinquante ans le ronron des "institutions représentatives du personnel" dans les entreprises, le luxe de pouvoir prétendre qu'il n'est nullement anti-syndicaliste, voire qu'il les favorise, ces petits... ●

SANS papiers

Je voudrais témoigner de ma participation à la manifestation du 19 octobre relative au combat des sans-papiers. Il est 15 heures et j'arrive sur la Place du Capitole. En arrivant, je tombe sur un spectacle de rollers sponsorisé par une radio. Je me dis. "Hé bé, je me suis planté ou quoi ?". J'avance de quelques pas et je vois deux groupes de personnes bien distincts. D'un côté, le collectif des sans-papiers et de l'autre une flopée de gens avec des drapeaux, des badges... on aurait dit des sapins de Noël.

Je retrouve des amis de la CNT-AIT qui m'expliquent et éclairent ma lanterne : ces gens là, c'est des gus de la gauche, syndicalistes, CGT, LCR ... bref, des gens qui, comme le dit très justement le tract des sans papiers ne se sont pas gênés de faire des listes de noms pour les refiler à la préfecture. Quelle honte ! On se croirait revenus au temps de Pétain.

D'un coup, alors qu'on discute avec des personnes sans-papiers, le sapin de Noël se met en marche, direction la préfecture. Notre interrogation se transforme en rigolade, de voir partir tout seul ce groupe de gens sans le collectif des sans-papiers. Enfin, débarrassés de ses récupérateurs de toute sorte, nous partons défiler en ville avec le collectif des sans-papiers. Nous marchons en criant leurs slogans. Je m'étonne, vu que c'est ma première manifestation, à m'égosiller et à taper dans mes mains. Tout cela se passe dans une super ambiance et dans un respect et une dignité profonde. Quelques regards de personnes sur les trottoirs témoignent d'une certaine compréhension de l'action des sans-papiers. J'avouerais que je me sens bien dans cette foule. De plus, le soleil est là. Il a dû faire fondre le sapin de Noël que l'on ne revoit plus d'ailleurs !

Crazy Horse ●

Lettre ouverte adressée à la CGT et autres signataires de leur appel commun

Fin juillet, le Rassemblement des Sans-papiers, ouvriers, gens d'ici, et leurs amis a décidé de préparer et d'organiser une manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, sur la base de notre grand principe " qui vit ici, qui travaille ici, est d'ici ", nous avons alors arrêté la date du 19 octobre à 15 heures, place du Capitole. Ce rendez-vous, nous l'avons fait connaître depuis plusieurs mois.

Nous venons d'apprendre que vous-mêmes avez décidé de manifester le même jour, à la même heure, au même endroit ; cela faisait beaucoup de coïncidences. Nous ne pouvons pas mettre votre décision sur le compte du hasard. Pour clarifier la situation, nous sommes donc amenés à préciser (à vous, ainsi qu'à la presse et à toutes les personnes intéressées par notre bataille) les quelques points suivants :

>1. Bien évidemment, nous maintenons notre manifestation, décidée de longue date, et ce à l'heure prévue, au lieu prévu et au jour prévu.

>2. Notre manifestation ne se joindra en aucune façon à la vôtre (et inversement).

>3. Nous tenons à rappeler que, contrairement à ce que vous affirmez, les sans-papiers ne viennent pas de se réveiller. Le Rassemblement des Sans-papiers, ouvriers, gens d'ici et leurs amis a mené au cours des 5 dernières années de nombreuses manifestations, rassemblements, délégations à la Préfecture... Les nombreuses personnes qui y ont participé ainsi que nos nombreux textes disponibles à tous en sont la preuve. En disant cela, vous voulez faire oublier votre propre silence et votre complicité avec le gouvernement Jospin/gauche plurielle autour de son ignoble loi des 10 ans (loi que Sarkozy trouve d'ailleurs très bonne), loi que vous-mêmes et vos amis alors au gouvernement avez votée et fait voter.

>4. Au cours des 5 dernières années, nous ne vous avons jamais vu participer à une de nos nombreuses manifestations.

>5. Depuis 45 jours maintenant, vous avez mis en place vos fameuses " listes " qui devaient tout régler (pour quelques uns !), mais qui, en fin de compte, n'ont fait qu'alimenter et rafraîchir les fichiers informatiques du Ministère de l'intérieur et des bureaux de police. Vous avez mis en place ce que nous avons appelé très tôt par son véritable nom : un piège pour les sans-papiers.

>6. Vos derniers arguments visent à diviser les gens dans la bataille pour la régularisation et les droits pour tous : vous appelez clairement les familles à vous suivre dans votre aventure, leur faisant croire que leur sort sera réglé s'il n'y a pas de régularisation générale et qu'ils doivent passer devant tout le monde. Cela montre bien le peu de souci que vous avez de ce qui arrive aux milliers d'ouvriers sans-papiers qui vivent et travaillent en France, avec ou sans leur famille. Votre souci évident est la manipulation des ouvriers sans-papiers pour remonter tel ou tel parti qui en a bien besoin.

>7. Au Rassemblement, nous avons toujours affirmé (et tenu) que nous ne cherchons pas des places mais les droits, et nous resterons fidèles à ce principe : ainsi, le 19 octobre, notre manifestation sera pour la régularisation générale et sans condition de tous les sans-papiers sur la base de qui vit ici, qui travaille ici, est d'ici.

le Rassemblement des Sans-papiers, ouvriers, gens d'ici, et leurs amis
Toulouse, le 13 octobre 2002, 06 13 06 94 62 ●

PROCHAIN RASSEMBLEMENT DES SANS PAPIERS & DE LEURS AMIS SAM. 14 DECEMBRE 15 H., CAPITOLE

Plus d'un an après cette terrible journée du 21 septembre qui a frappé et meurtri une bonne partie de la population de la zone la plus proche de l'usine, tout est mis en place pour nous faire oublier et nous habituer à vivre avec le risque aux portes des cités.

L'Etat, Total et toute la clique des rapaces du profit à n'importe quel prix (que valent nos vies ? Rien dans leurs calculs spéculateurs), par presse écrite, radio et télé corrompues, asservies, nous serinent petit à petit, quotidiennement, de façon insidieuse, et nous préparent au redémarrage total de Tolochimie et SNPE.

Le groupe SNPE, entreprise publique créée en 1971, travaille dans les domaines de la "chimie fine" et des "matériaux énergétiques". Entendez par ceci : poudres et explosifs, dont une partie bien évidemment réservée à la production militaire : munitions pour petits et moyens calibres, munitions pour chars et artilleries, explosifs pour missiles, bombes et mines. Plus d'un an après, les victimes, dont on ne peut avoir le chiffre exact, sont toujours dans les difficultés. Handicapées à vie, devant faire des démarches inadmissibles pour faire valoir leurs droits à réparation, devant faire l'avance de sommes d'argent pour pouvoir obtenir un fauteuil roulant. Enfants atteints de surdité pour la plupart irréversible, qu'il faut équiper de prothèses auditives dont personne ne veut assurer le paiement. Merci TOTAL profit, merci L'ETAT. Avec du chariti-buziness, on endort le reste de la population. Un passage à TV-merde pour tirer la larme à l'  il, un p'tit coup de "mettez la main à la poche, soyez solidaires", le tout orchestré par des animateurs aussi ringards que serviteurs serviles du pouvoir, et qui une fois le spectacle terminé iront faire bombance avec la guirlande de vedettes venues participer à l'imposture médiatique.

Tout est bon pour dédouaner les véritables coupables.

Total qui tue ici et qui massacre en Birmanie. Total qui d  gueule sa merde noire sur les plages, détruisant faunes et flores. Total qui joue avec la vie des travailleurs. Montant les ouvriers contre la population, avec

AZF

l'aide des syndicats r  formards à la solde du patronat et du capital.

L'Etat, exploiteur de la SNPE, fabrique mortifère.

L'Etat à qui nous laissons le droit d'assassiner où il veut, quand il veut.

L'Etat qui s'organise une commémoration avec la complicité d'associations, quelques gerbes de fleurs, des discours, un Houste pleurnichard (le même qui

voulait s'enchaîner aux grilles de l'usine pour empêcher tout redémarrage). De la musique pour nous endormir, des C.R.S. pour empêcher le peuple de s'exprimer (destruction d'une banderole où des gens conscients avaient écrit "SNPE : bombe chimique. Douste, Etat, industriels responsables et coupables"). Et Plus jamais   a ni ici ni ailleurs, qui s'était entendu avec les autorités, qui avait négocié le trajet et l'heure de la manif., pour que celle-ci ait lieu une fois les cérémonies officielles terminées. N'étant en cela que des complices du pouvoir capitaliste, des intrigants politiques jouant le rôle que l'Etat vous concède et ne faisant qu'ajouter à l'ignominie subie par les populations sinistrées. Demain vous sortirez dans la rue avec des banderoles pour protester contre une guerre ou telle autre merde produite par le système, alors qu'ici même vous vous êtes   vertu  s    récupérer la révolte au seul but habituel d'obtenir des strapontins dans les sombres arcanes du pouvoir.

Peu vous chaut que des usines fabriquent de l'armement, développent des technologies de massacre de populations ici ou ailleurs. Sachez pour finir, que non seulement pour moi, mais aussi sûrement pour pas mal de laissés pour compte, vous n'avez droit qu'à une seule déclinaison : vous êtes des ennemis de la classe ouvrière, de ceux qui subissent, des ennemis du peuple !

Le débat de fond sur la fermeture des usines, on n'en parle plus. Passé à la trappe. Le massacre de populations entières est comment   au même titre qu'un banal fait divers.

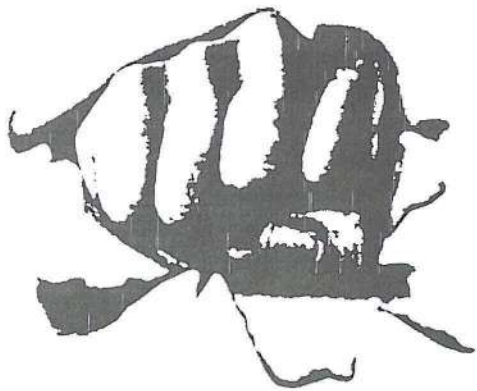
Serons-nous parmi, et combien serons-nous la prochaine fois, victimes sacrifiées sur l'autel du profit capitaliste ?

Un survivant d'ici à

DERNIERE MINUTE

Au moment où nous achevons la réalisation de ce journal, une forte explosion vient de secouer le quartier d'Empalot. Plus de 20 personnes ont été blessées, dont au moins trois grièvement. Deux bâtiments ont été fortement endommagés. La circulation a été coupée sur une large zone, provoquant toute la soirée, un embouteillage colossal dans la ville. D'après les premières informations, il s'agit d'une explosion de gaz. Des poches souterraines, dues à des fuites dans les canalisations, se seraient accumulées sous les immeubles.

Des fuites sur des canalisations d'eau nous ont déjà été signalées dans des immeubles du Mirail. Depuis le 21 septembre 2001, les canalisations de Toulouse, secouées par un véritable séisme, fuient beaucoup... Jusque à quand allons-nous subir les conséquences de l'explosion d'AZF et l'incurie des pouvoirs publics ?



La prison comme seule réponse

Les prisons françaises explosent. L'Etat a beau en construire de nouvelles, en programmer encore et encore,

la machine à enfermer tournant comme une folle, jamais elles n'ont été si pleines. Les conditions de vie y sont déplorables. Et jamais, depuis bien longtemps, la prison n'a autant constitué la seule réponse que le pouvoir oppose à... certains.

Car, les riches, les délinquants en col blancs, soit n'y vont pas du tout, soit n'y font que de courts passages.

Ceux qui y restent, ce sont à 99.9 %, les pauvres, les simples, les arabes, les noirs, les gitans, les gosses de banlieue, tous les gens de très "en-dessous" que la bourgeoisie méprise et humilie.

La prison est devenue sa façon privilégiée de gérer la crise sociale qu'elle génère.

Ceux que l'on nous présente comme des délinquants sont avant tout, si l'on examine les tenants et les aboutissants de leurs affaires, des prisonniers sociaux.

Aussi, Le Combat Syndicaliste en parle et en reparlera.

La Rédaction •

PRISONS

Communiqué des prisonniers de la centrale d'Arles

JOURNÉE DE PROTESTATION

Répondant à l'appel des détenus du centre de détention de Salon, nous, prisonniers de la centrale d'Arles, organiserons une journée

de protestation le 13 octobre. Nous ne prendrons pas nos plateaux repas et nous refuserons de réintégrer nos cellules à l'appel de la mi-journée.

"Il semble que certains naissent plus égaux que d'autres". Cette sentence de l'écrivain britannique G. Orwell, extraite de son récit d'anticipation "La description du monde totalitaire", exprime parfaitement la vive émotion qui atteint aujourd'hui la population carcérale de ce pays.

La libération controversée de Maurice Papon n'a fait qu'accentuer ce sentiment, tellement elle met en relief la cruelle réalité, celle de l'inégalité dans le traitement des dossiers des détenus âgés et malades. Mais au delà d'une légitime revendication qui apparaît par contre coup chez toutes les personnes âgées en prison et atteintes de pathologies lourdes, voire en phase terminale, il faut évoquer plus globalement les problèmes touchant toutes les couches de la population pénale et notamment :

- les possibilités de réinsertion par rapport à la longueur des peines,
- la transgression permanente de la législation générale du travail (absence de contrat de travail, de syndicats, d'instances paritaires, sans parler des faibles rémunérations),
- l'absence de parloir intime et d'un droit garanti inviolable de visite,
- le chantage permanent aux remises supplémentaires de peine, aux permissions de sortie, à la libération conditionnelle, trop souvent refusées au détenu s'il ne donne pas plus d'argent qu'il ne le fait où s'il n'accepte pas, par exemple, de rejeter ses idéologies, etc.,
- le rapprochement familial.

L'ensemble de la population de la maison centrale d'Arles souhaite également rappeler que les inégalités qui se développent face à la peine sont une remise en cause des principes de la révolution de 1789 et plus particulièrement du régime égalitaire en droit voté le 4 août 1789, mais surtout à la Déclaration des Droits de l'Homme, votée le 26 août 1789 qui consacreront l'homme comme fondement de la société.

Or la prison ne peut être considérée en droit, dans un système qui se qualifie de démocratique, comme une privation des droits inaliénables de l'homme. Tout au plus peut-elle être considérée comme une limitation de certains droits appliqués, à la limitation de circuler, mais en aucun cas elle ne saurait être assimilée à sa suppression, puisque la peine de prison est supposée temporaire.

Nous revendiquons :

- La libération des prisonniers malades et en fin de vie,
- La remise en pratique sans discrimination des différentes mesures de l'application des peines.

Les prisonniers de la maison centrale d'Arles •

73 JOURS APRÈS SA LIBÉRATION, "l'impotent", le "grabataire" Maurice Papon est toujours de ce monde. Monsieur Perben, combien de vieillards, combien de grabataires, combien d'impotents y a-t-il aujourd'hui dans vos prisons ? Monsieur Perben, depuis 73 jours, combien de prisonniers sont morts derrière les barreaux ? Combien n'ont été libérés que pour mourir quelques jours après ? Vous ne dites rien, M. Perben ?

30 XI 2002 •

PRISONS

Benoît a été libéré, lundi de Pentecôte au matin...^{*1}

Benoît a été libéré lundi de Pentecôte au matin.

Avant de nous quitter, il fit le traditionnel périple d'adieu. Il passa aux cellules du rez-de-chaussée puis chez nous, au premier. Un encouragement pour ceux qui restent. Un salut pour lui de notre part.

L'exceptionnel d'une libération un jour férié avait sauté aux yeux de certains d'entre nous. C'était bizarre. Ils auraient pu le libérer le samedi précédent ou le lendemain, mardi. En prison, si on ne sait pas, eux, ils savent. Et ils ne font rien au hasard.

Benoît n'avait pas fait trois pas dehors que la mort le rattrapa.

Le dimanche suivant, il était déjà trépassé.

Les médecins avaient-ils prévenu que ce n'était plus qu'une affaire d'heures ?

L'administration avait-elle peur qu'il meure en cellule avec tous les risques que cela représente pour la tranquillité de la prison ?

Voilà pourquoi on pouvait percevoir dans cette libération le malaise d'une précipitation. De la panique même. Après des mois d'attente inutile.

En effet, nous le savions malade. Très malade depuis longtemps.

A l'annonce de sa rechute, l'année dernière, et de l'inéluctable pronostic, nous nous étions mobilisés. Durant plusieurs heures, nous avons bloqué tous les mouvements de la prison en occupant le rond point central. Nous avons exigé la

libération immédiate des détenus malades et celle de Benoît en particulier.

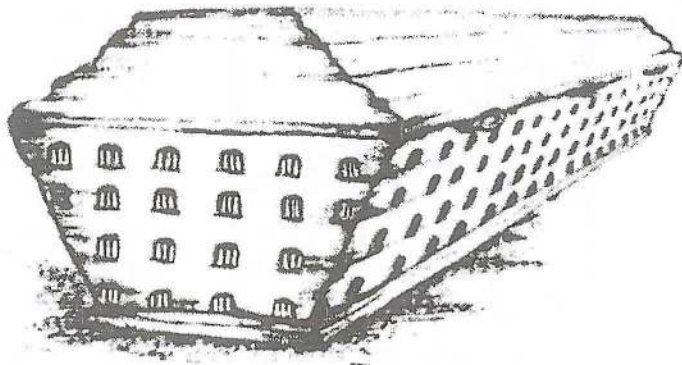
Les officiels étaient venus, le procureur et les flics, les directeurs...

Bien sûr, ils nous firent quelques promesses pour apaiser l'incendie.

Mais ce n'étaient que des engagements de Tartuffe.

Pire, car ils firent payer à Benoît le prix de cette mobilisation.

Lors de l'examen de sa demande de libération conditionnelle, dans les attendus du refus, il lui fut reproché d'être l'un des meneurs du mouvement.



Par la suite, l'administration et le JAP (Juge d'application des peines) n'ont eu de cesse de lui asséner le chantage : sa demande serait réexaminée en échange de son silence sur sa situation médicale. Les mois ont passé et le chantage a parfaitement fonctionné. Il s'est conclu par la libération de Benoît cinq jours avant sa mort.

Depuis janvier 2002, dans cet établissement de deux cents prisonniers seulement, trois détenus sont morts de longues maladies.

Il faut souligner que deux d'entre eux entraient dans les critères pour une libération conditionnelle et cela depuis des mois, voire des années. Mais le juge et le procureur en ont choisi autrement. Ils ont préféré les laisser crever derrière les barreaux, jusqu'au bout de la peine, jusqu'aux dernières heures. Benoît ne sortait

pratiquement plus de cellule sauf pour les deux séances hebdomadaires de chimiothérapie. Il ne pouvait plus travailler. D'ailleurs, ceci lui valut cette réflexion d'une JAP : "Enfin, Monsieur, vous ne profiteriez pas de votre état de santé ?"

Désormais, le nom de Benoît s'ajoute à la longue liste des détenus morts dans notre Centrale depuis son ouverture. Les centrales de sécurité sont de véritables éliminatorium et, si elles sont très administrativement dénommées "établissements à effectif limité", il faudrait adjoindre "et de mort à foison".

Un maton éducateur rappelait fort justement qu'on meurt en prison comme à l'extérieur on meurt aussi. Mais ce que nous dénonçons, c'est l'acharnement d'une application des peines qui tend à enfermer les malades jusqu'à la dernière limite. Jusqu'au dernier souffle de vie.

Pour Eddie, sidéen, ils ont attendu qu'il soit impotent pour le traîner sur un fauteuil jusqu'à l'ambulance. Il est décédé quelques heures plus tard.

Pour Yvon, victime d'une crise cardiaque, ils ont attendu qu'il perde connaissance pour le transporter aux soins intensifs.

Benoît, Eddie et Yvon avaient-ils été condamnés à la prison jusqu'à ce que mort s'en suive ? Non ! Alors, pourquoi cet acharnement ?

Un prisonnier ●

^{*1} - Ce texte, qui vient seulement de nous parvenir, a été écrit par un prisonnier en juin 2002. Nous en reproduisons l'essentiel, en omettant les lignes qui pourraient donner suite à poursuites pour diffamation et celles qui permettraient d'en localiser l'auteur.

Depuis sa création, nous expédions gratuitement "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées" à tous ceux qui veulent le lire et qui n'ont pas les moyens de payer un abonnement. Cela vaut en particulier pour les prisonniers politiques et sociaux. Il suffit qu'ils le demandent en nous précisant leur adresse (ne pas oublier le numéro d'écrou) ●



Du passé
(récent)
tirons les leçons...

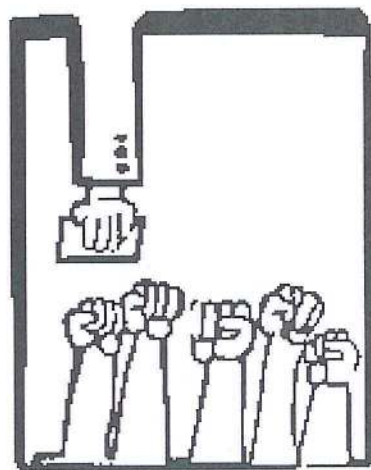
En
mai
dernier,
ça mobili-
sait dur : fal-
lait, nous
disait-on, voter
Jacques Chirac pour
faire barrage au fascis-
me. 6 mois après, il est
temps, pour les libertaires
de tirer un bilan de cette pério-
de et de tracer des perspectives.
Avec le recul, nous ne pouvons
que constater combien nous avions rai-
son d'affirmer que la participation à la
mascarade électorale ne pouvait avoir pour
seul résultat que d'accroître l'esprit de soumis-
sion généralisée, renforcer le processus d'exploit-
ation/répression et ouvrir un boulevard à la réac-
tion. Entre les deux
tours de la présiden-
tielle, plus que jamais, il
fallait refuser la participa-
tion au vote et préparer très
clairement en dehors des urnes -
et s'il le fallait contre les urnes- la
révolte populaire pour écraser dans

Notre surprise ne fut pas d'être minoritaires à défendre cette opi-
nion au sein de foules conditionnées
par l'idéologie dominante, mais de
constater qu'au sein même du mou-
vement libertaire français des voix
s'élevaient pour sauver la répu-
blique et appeler à voter Chirac !

Il ne s'agit pas dans cet article de
critiquer pour le simple plaisir de cri-
tiquer. Mais, nous considérons
d'abord qu'il est normal que les
erreurs stratégiques d'un mouvement
ne soient pas passées sous silence et
soient discutées publiquement, et
surtout, nous pensons qu'il faut com-
prendre le "pourquoi" de ces
erreurs si l'on veut éviter qu'elles se
reproduisent.

MISERE DE L'ANALYSE ET DEMAGOGIE

Faisons le point. L'électoratisme a
sévi dans plusieurs organisations
libertaires*1. Des militants connus de
la Fédération Anarchiste, comme
par exemple Jean-Marc Raynaud et
Babar*2, ont appelé à voter pour
Chirac. Le premier s'est même félici-
té publiquement de la réélection
de Super-menteur. Une telle posi-



tion, aussi manifestement anti-anar-
chiste, aurait du être récusée en
masse par tous les groupes de la
FA. Cela n'a pas été le cas.
Finalement, ce sont les groupes du
sud de la France qui, écoeurés mais
minoritaires, se sont trouvés dans
l'obligation morale de se retirer de
cette fédération et de fonder une
nouvelle organisation. Chez les syn-
dicalistes révolutionnaires de la
CNT Vignoles, le discours aux
accents républicains a été tout aussi
présent ! Par exemple, un long
article, paru sous la plume d'un
ancien membre du bureau confédé-
ral des Vignoles, dans l'organe de
sa "Fédération culture et spec-
tacle"*3, est un modèle du genre. Au
paragraphe pompeusement intitulé
"Que faire ?" nous pouvons lire (les
commentaires entre parenthèse sont
de notre cru) : "Certes la république
n'est pas l'idéal" (!)"mais elle

existe" (géniale, quoique tardive,
découverte) ... "en la défendant cir-
constancielllement, nous n'abandon-
nons pas nos positions révolution-
naires", (rien qu'un peu). "La
CNT aurait fait une erreur en prô-
nant l'abstention" (parle pour toi) ...
"Il est peut être temps de dire que le
bulletin de vote peut parfois se mon-
trer utile" (utile à qui ?). On le voit,
pour la direction des Vignoles, la
seule "erreur" politique du moment
aurait été de s'abstenir, pas de por-
ter au pouvoir, avec un score per-
mettant tous les excès, la bande à
Sarkozy.

En quoi la "défense circonstan-
cielle de la république" pouvait-elle
servir le mouvement révolution-
naire ? En quoi les bulletins de vote
de ces gens ont-ils été utiles le 5
Mai ? Ce n'est probablement pas
demain que nous aurons des
réponses crédibles de leur part...
Par contre, de notre point de vue, on
peut avancer deux hypothèses fortes
pour expliquer leur position aber-
rante :

- **la misère de l'analyse** : l'ir-
ruption du discours médiatique en
plein milieu du discours révolution-
naire, puis sa reproduction pure et
simple (après les circonvolutions ver-
bales d'usage) montre bien à quel
niveau de vide sont tombés des
groupes entiers du mouvement liber-
taire. Quand les circonstances sont
habituelles, ils répètent les acquis
antérieurs et peuvent faire illusion.
Mais, dès que la situation devient
inhabituelle, il sont dans l'incapacité
de dégager une position cohérente
avec ce qu'ils prétendent être et ils
rentrent dans le rang. Ce constat
dramatique est une conséquence de
la stratégie, poursuivie par ces
groupes depuis plusieurs années,
qui consiste à amalgamer sous leur
étiquette tous ceux qui se présentent,
quelles que soient leurs idées. Le
débat sur le fond et sur la stratégie,
qui dans nos milieux à un rôle d'ap-
profondissement, d'appropriation
collective des idées et de construc-
tion de la cohérence organisation-
nelle, est soigneusement évacué,
afin de ne pas risquer de "perdre du

SUITE DE LA PAGE 12

monde". Cette stratégie, qui vise à se donner l'illusion du nombre, aboutit à un effondrement inévitable dès qu'il faut sortir de la routine, comme vient de le démontrer la monstrueuse alliance anarcho-chiraquienne autour des urnes.

- **la démagogie**, qui consiste à flatter la foule dans le sens éphémère du poil en espérant se positionner dans les médias et les "utiliser comme relais" ; sans vouloir se rendre compte que ce sont les médias qui vous utilisent sans scrupule ! Ce n'est donc pas un hasard si les grandes chaînes de télé comme TF1 ont informé du "rendez-vous anarchiste" du 1^{er} Mai à Paris. Quand on sait que les ténors du mouvement libertaire parisien (dirigeants de la FA et des Vignoles) appelaient ouvertement à ne pas s'abstenir le 5 Mai -donc à voter Chirac- on comprend mieux la sollicitude des journalistes envers ceux qui sont devenus quelque chose d'aussi glorieux que l'aile radicale des bobos parisiens.

LES SOUS-MARINS A L'ACTION

Un autre cas de figure d'anarcho-chiraquisme circonstanciel est représenté par Alternative Libertaire. Sous prétexte de *"reconstruire une gauche libertaire"* (pourquoi *"reconstruire"* ? Y en avait une avant ?), ce groupe a invité, immédiatement après les présidentielles, tous les libertaires à s'inscrire sans sectarisme dans des débats, principalement avec les alternatifs et avec la LCR, sans exclure les militants du PCF, des Verts, etc. car, dit-il : *"Des basculements naguère insoupçonnables en direction d'une gauche libertaire peuvent être maintenant envisagés"*⁴ ! Imprudemment écrits avant les résultats des législatives, ces propos reflètent surtout l'opportunisme d'AL. En effet, AL s'est faite complice des partis de gauche et

d'extrême gauche qui ont appelé à voter pour Chirac. Ce groupe comptait en tirer les fruits en terme d'influence et d'adhésion. Pour cela, il n'hésite pas à flatter basement les militants qui restent encore au PCF et aux Verts, tout en voulant faire croire aux libertaires que, du côté de la LCR, il y aurait des sympathies pour les idées libertaires. Un article d'Alain Bihr, idéologue des alternatifs libertaires, vient étayer cette vision. D'abord, Bihr règle son compte à Lutte Ouvrière, la méchante de l'affaire, car cette organisation n'a pas appelé à voter Chirac. LO, nous dit-il, est *"structurellement incapable d'évoluer et même de collaborer avec autrui"*. Les militants libertaires sont donc priés, en ce qui concerne LO, de garder un zeste de sectarisme. Mais le cas de la LCR est sans doute différent : *"Une partie d'entre elle a abandonné ses références au trotskisme, et travailler avec elle est possible"*⁵. Le moins que l'on puisse dire est que ces propos sont erronés, qu'ils transpirent de complaisance envers la LCR et qu'ils font preuve d'une courte vue. La lamentable magouille de la LCR contre l'Ecole Emancipée vient infirmer, à peine ont-elles été prononcées, les analyses prétentieuses et pernicieuses d'Alternative Libertaire et de Bihr.

L'ATTAQUE CONTRE L'ECOLE EMANCIPEE

L'Ecole Emancipée est, depuis 1909, un secteur historique du syndicalisme enseignant. Bien que tendance de la FSU, elle est un pôle de convergence de militants anticapitalistes de diverses sensibilités (internationalistes, pédagogues, libertaires, trotskistes, écologistes, alternatifs, ...), ce qui répond en tous points aux souhaits d'ouverture exprimés par AL. Sa revue, du même nom, est ouverte et publie sans les censurer les écrits qui lui sont envoyés par les différents courants. Et bien, savez-vous ce qui

vient d'arriver à l'Ecole Emancipée ? La LCR, si chère au cœur de Bihr et de AL, est en train de couler sa revue pour la transformer en une revue croupion à la botte du réformisme syndical. Les manœuvres de la LCR sont des classiques du genre. D'abord une "Assemblée Générale", où ne sont présents que les membres ou sympathisants de la LCR, décide d'une nouvelle direction pour la revue et ensuite un procès est fait, avec un seul but : empêcher la diffusion de l'Ecole Emancipée et provoquer son épuisement financier, car tant que la justice ne s'est pas prononcée, la poste suspend les envois. L'explosion par la LCR d'une organisation qui tenait, avec courage et constance -même si nous ne partagions pas sa stratégie- sa place dans le champ syndical montre ce qu'on peut attendre d'un tel "partenaire" et en quoi, depuis les manœuvres de Trotski lui-même, ce courant n'a point changé... pas même dans un de ses aspects les plus répugnants : l'utilisation de "compagnons de route", c'est-à-dire de gens qui, tout en se présentant, selon les cas, comme libertaires, intellectuels, "sans-parti", "société civile", associatifs, syndicalistes... sont en fait des sous-marins, qui agissent selon un plan concerté et dont la mission est de tromper, en avançant masqués, tous ceux qui ne peuvent pas imaginer que de telles méthodes sont plus que jamais en usage.

PREPARONS L'AVENIR

Les sous-marins, parce que c'est leur mission, les brouillons, par misère intellectuelle et démagogie, après avoir tenté -et réussi partiellement- à jeter des libertaires dans le panneau du vote chiraquien, vont essayer de les entraîner dans un autre piège : celui de l'unité contre ... le président qu'ils ont élu et son gouvernement.

Que peut-on prévoir en effet dès

SUITE PAGE 14

SUITE DE LA PAGE 13

les prochains jours et plus encore quand les prochaines élections vont se profiler ? La gauche et ses alliés (en particulier les trotskistes de la LCR), vont tenter de reprendre les places qu'elles ont si piteusement perdues. Elles se serviront pour cela de l'indignation justifiée que soulève dans une partie de la population le "tout répressif", la montée de la misère, la démolition des services publics... en oubliant quelques "détails" (par exemple, que les mesures de Sarkozy étaient partiellement dans son programme, qu'elle-même a bradé le service public...) et surtout en omettant toute critique de fond (sur le capitalisme et l'état). L'"action" consistera au choix en : manifs, occupations symboliques, concerts, manifestes d'intellectuels, apéro-concerts, projections de films, grèves d'étudiants, journées de la fonction publique... On l'a compris, il s'agit pour le consortium gauche-extrême-gauche, non pas de créer un esprit de critique et de résistance, mais de mobiliser tous les électeurs potentiels. Dans ce dispositif, les brouillons et les sous-marins ont une place de choix : ils seront chargés de mobiliser cette frange de la population qui a toujours le cœur sur la main, cette frange que la misère insupporte, cette frange altruiste, celle qui se défie des partis, qui com-

mence à rejeter les hommes politiques. Au nom de l'urgence de la situation, du besoin de "bouger" et de l'unité, en assurant que la gauche, repentante, a beaucoup changé, ils inviteront les libertaires à faire taire, "circonstancielllement" bien sûr, leurs critiques et à contribuer à ramener, par leur présence et leur action, le bon peuple vers les urnes.

Les libertaires vont-ils se laisser entraîner dans une aussi lamentable aventure ? Ils ont les moyens de s'y opposer. Ce moyen, c'est de reconstruire, dès maintenant, leur identité et de se doter des outils nécessaires à la faire vivre.

Des militants ●

Notes :

*1 : Fort heureusement, de nombreux groupes sont restés fermes sur les principes et ont refusé de se capituler : Jeunes Libertaires, UA, TA, OCL, groupes FA de Toulouse, Perpignan, Toulon,... et la CNT- AIT. *2 : Auteurs, en 2001, d'un manifeste pour l'unité du mouvement libertaire. Ce manifeste a été largement critiqué dans notre, car il ne proposait qu'une unité de façade. Il n'est pas sans intérêt de constater que cette façade n'a pas résisté à la première bourrasque politique et que ce sont les partisans de l'unité la plus large qui ont provoqué une scission importante dans la F.A. *4 : "Un autre futur" (rien à voir avec la feuille du même titre de la CNT-AIT), N°3, article "Les élections, la république et l'anarcho-syndicalisme", pages 6.7 et 8 *5: Alternative Libertaire, Déclaration politique, Juin 2002.*6: Alain BIHR, dans "A Contre Courant", Juin 2002.

L'INSECURITE, C'EST LE CAPITALISME !

Il y a la vio-

lence dont on parle beaucoup, et celle dont on ne parle pas. Même quand elle

chance", comme d'habitude, voilà tout. A qui viendrait-il à l'idée en effet de penser

UN MORT DANS LE METRO...

tue. Monsieur Oussagua Lahcen est mort de cette violence là, la violence de l'exploitation. Mercredi 27 novembre 2002, sur le chantier du métro de Toulouse, une poutre lui a écrasé la poitrine. Il laisse trois orphelins.

Mais, qui a parlé de violence ? Allons, ce n'est qu'un banal "accident du travail", c'est la faute "à pas de

que les trois huit, le travail de jour et de nuit, les cadences, la pression, le bruit infernal qui règne dans le tunnel, les conditions de vie faites aux travailleurs, logés dans des algécos en bordure du chantier... y sont pour quelque chose, dans cet "accident" qui a tué un ouvrier expérimenté ? A personne semble-t-il, à personne... !

LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES CONTRE LE SYNDICALISME

Boycott ! C'est la seule réponse que les travailleurs doivent opposer à la campagne électorale que mènent en ce moment les syndicats de collaboration de classes pour les prud'homales. Cette brochure résume l'analyse qui nous conduit à nous abstenir dans toutes ces élections dont le principal objectif est d'éliminer la lutte collective au profit de la médiation institutionnelle.

LES EVANGILES C'EST DU BIDON

Au moment où le Ministre de l'Education nationale se conduit en représentant des curés et cherche à éliminer la laïcité pour imposer le retour du "fait religieux" dans l'enseignement public, cette brochure, dans la bonne humeur mais très sérieusement dans le fond (nombreuses citations) s'appuie sur la multitude de contradiction des évangiles pour pulvériser leur crédibilité. A diffuser à l'occasion de chaque manifestation ministérielle sur la culture religieuse. A mettre entre toutes les mains !

La lutte contre l'oppression religieuse ignorant les frontières, une traduction en espéranto est actuellement disponible.

- ASSASSINS ! Toulouse, 21 septembre 2001, un crime industriel.
- POUR L'ABSTENTION. Propos anarcho-syndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme.
- ILS ONT TUE PIPO. Un meurtre en banlieue. Une violence d'Etat. Une récupération politique et médiatique.
- ARGENTINE. L'expérience de la FORA. Une organisation ouvrière anarchiste.
- ARGENTINE. SONIDO DE LAS CACEROLAS. Un CD de chansons de la lutte d'aujourd'hui.
- NOTRE PLACE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER. L'anarcho-syndicalisme hier et aujourd'hui.
- CASSETTE DE CHANSONS LIBERTAIRES en soutien aux Jeunes Libertaires.

A commander au journal. Chaque brochure 1.5 euros. Le CD 10 euros. La cassette 3 euros (Port compris) ●

les anarchistes sont-ils encore révolutionnaires ?

Lorsque les organisateurs du "Livres libertaire en fête"^{*1} m'ont proposé d'y participer, ils m'ont demandé si je souhaitais animer un débat. J'ai proposé le thème suivant : "Les anarchistes sont-ils encore révolutionnaires ?". Des difficultés d'organisation (moins de place et de temps que prévu) ont amené ces camarades à réduire l'éventail des thèmes abordés à ce qui leur paraissait essentiel ou susceptible d'attirer le plus large public. La lecture du programme retenu inciterait à répondre par la négative à la question que je souhaitais poser.

On hésite, à voir ce dont il paraît urgent de débattre aux libertaires d'aujourd'hui, entre deux hypothèses. Premièrement : la révolution a déjà eu lieu, et nous pouvons bavarder sereinement de choses et d'autres. Deuxièmement : les anarchistes veulent se présenter, à l'intérieur d'un système capitaliste qu'ils ont renoncé à détruire, comme une force d'affirmation culturelle. Dans un ouvrage dont le titre insiste significativement sur la seule idée, morale et individuelle, de révolte ("L'anarchie, une histoire de révoltes"), Claude Faber, l'un des auteurs conviés à fêter le livre libertaire, n'écrit-il pas : *"Être anarchiste aujourd'hui ... c'est continuer à croire en l'idéal libertaire..., c'est avoir la fierté d'appartenir à une histoire..., c'est choisir une ligne de conduite..., c'est rester révolté..., c'est faire le choix de la citoyenneté"*.

Croyance - patrimoine - morale - révolte individuelle : ce maigre bagage ne peut mener plus loin, en effet, qu'à la niaiserie citoyenniste, dernier piège en date tendu par le système à ceux que les injustices révoltent. Avec un tel programme, les anarchistes peuvent rejoindre les postaliniens et les refondateurs-de-gauche à ATTAC, et voter contre le Front national aux élections...

Que des anarchistes militants se plient à l'actualité marchande de l'édition et participent ici à la promotion d'un ouvrage de vulgarisation^{*2} pour peu qu'il porte le "A cerclé" en cou-

verture, en dit long sur la confusion théorique et la vacuité stratégique du mouvement. J'ai critiqué ailleurs^{*3} la vogue des textes de Noam Chomsky, défenseur lui-aussi d'un citoyennisme exigeant le renforcement de l'Etat.

Anarchiste, membre du collectif d'une revue ("Oiseau-tempête") qui ne se réclame pas de l'anarchisme, mais rassemble des individus aux itinéraires divers, tous d'accord sur la perspective d'une nécessaire rupture avec le système capitaliste, je suis habitué et favorable à la confrontation et à l'ouverture. Encore faut-il savoir ce que l'on confronte à quoi et à qui ! On peut s'interroger, par exemple, sur l'intérêt de convoquer pour parler de "politiques sécuritaires" deux universitaires démocrates, adhérents d'un "Réseau contre la fabrique de la haine", qui, au lendemain du score flatteur de Le Pen, s'inquiétait de l'image de la France à l'étranger !

Depuis les festivités organisées par la CNT^{*4} le 1er mai 2000, tout se passe comme si les livres, les revues, et surtout les rencontres et débats divers avaient pour fonction, non pas de débroussailler les questions concrètes qui se posent aujourd'hui à un mouvement révolutionnaire libertaire, mais plutôt de lui permettre de figurer sur une scène culturelle dont sa faiblesse numérique l'avait écarté jusqu'à ces dernières années.

Qu'il s'agisse d'un objectif consciemment poursuivi ou d'une dérive irréfléchie, je tiens à faire savoir

que je ne m'y reconnais pas. L'histoire de l'anarchisme, pour reprendre un autre thème retenu, ne m'intéresse qu'autant qu'elle peut nous éclairer sur la façon dont, aujourd'hui, les anarchistes peuvent contribuer à faire l'histoire, c'est-à-dire à détruire le système d'exploitation et de domination pour lui substituer une société sans argent, sans État ni salariat.

Cela s'appelle un projet, et non une croyance.

19-20 oct. 2002

Claude Guillon ●



NOTES :

*1 - Note de la rédaction du CS.

Salon tenu récemment à Paris. L'accès en a été refusé à la CNT-AIT qui a donc tenu son stand devant la porte. *2 - On lira plutôt "L'anarchisme" de Daniel Guérin, chez Folio. *3 - "L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'état" ("Oiseau-tempête" N°9). On se reportera également au texte "Qu'est-ce qu'une révolution communiste et libertaire". On peut consulter le site de la revue : <http://internetdown.org/oiseau-tempete/plan.php3>. *4 - Ndlr du CS : Il s'agit des Vignoles et non de la CNT-AIT. Sur Chomsky, on peut également consulter, sur le site <http://cnt-aif.info> (Auxerre) un autre article publié par notre journal.

(Texte diffusé lors du "Livres libertaire en fête" et adressé au C.S. par un lecteur).

Fédéralisme

et réseau

La coordination de ses activités est un problème fondamental pour tout groupe humain.

Au cours de l'histoire, différents modèles d'organisation ont émergé, mais, quelles qu'en soient les variantes, c'est un modèle hiérarchisé et centralisé qui domine actuellement la planète.

Ce modèle est en parfaite adéquation avec une société d'exploitation dans laquelle une poignée de dirigeants impose à la masse des plus faibles le maintien de ses privilèges en utilisant simultanément la violence physique (suivant les cas : guerres, famines, bavures policières, prisons, licenciements, camps, misère...) et la violence idéologique (médias, enseignement, "intellectuels" aux ordres, religions, publicité...). Du sommet de l'état à la cellule familiale en passant par les entreprises et les administrations, ce même modèle est tellement présent qu'il est inconsciemment intériorisé par les individus qui finissent par le trouver "naturel". Cette pres-

sion est tellement forte que même ceux qui aspirent à changer la société peuvent le reproduire.

LE FEDERALISME

Même s'ils n'échappent pas toujours à cette critique, il faut reconnaître qu'un des efforts constants des anarcho-syndicalistes et plus généralement des libertaires est de récuser ce modèle et de proposer des modes d'organisation qui permettent de conjuguer réflexion et action collective, progrès social et respect de chaque individu. Depuis plus d'un siècle, ils proposent en alternative le fédéralisme, c'est-à-dire un système qui repose sur la libre fédération entre elles des entités qui composent une société. Ce principe très général a déjà reçu des applications réellement intéressantes et sur une grande échelle à certaines périodes historiques -la Révolution espagnole pour n'en citer qu'une-, mais il mérite d'être

approfondi, affiné, d'autant qu'il peut se décliner de façons très diverses. Une des questions qui se posent d'après nous aux anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui est d'assurer une meilleure application de ce principe dans leur propre façon de s'organiser. En effet, les cadres organisationnels sur lesquels reposent habituellement leurs mouvements se sont figés voici plus de cinquante ans et sont de ce simple fait en-dessous de ce qu'ils pourraient être par rapport à l'évolution des concepts et des besoins. Pour nous, il ne s'agit nullement de "rénewer" l'anarcho-syndicalisme au sens que ce mot a pris dans le vocabulaire politique (dans lequel "rénewer" veut surtout dire vider une théorie de sa substance pour ne garder qu'une partie de son décorum), mais au contraire de régénérer les notions de base avec la volonté de donner aux idées et aux pratiques anarcho-syndicalistes la plus grande expansion. Loin des concessions que certains sont périodiquement tentés de faire pour être "reconnus" par la société dominante, pour "peser" sur elle, il s'agit pour nous au contraire de développer les moyens d'organisation qui permettraient de porter d'avantage la révolution dans son cœur.

LE RESEAU

Un des concepts que l'anarcho-syndicalisme peut utiliser pour pratiquer le fédéralisme est celui du réseau. Nous allons essayer dans ces quelques lignes d'apporter des éclaircissements sur ce que nous entendons par ce mot.

1_ Tout d'abord, qu'entendons-nous par organisation en réseau ?

L'objectif du fonctionnement en réseau pour une organisation anarcho-syndicaliste est de favoriser un mode d'organisation qui garantisse à chaque syndicat sa totale liberté d'expression et d'action tout en potentialisant la solidarité avec les autres.

La liberté d'action et d'expres-

A titre d'exemple

Imaginons qu'un syndicat propose une action commune pour dénoncer le rôle joué par Attac dans la récupération des luttes par le pouvoir. Un syndicat émet cette proposition et le fait savoir aux autres. Chaque syndicat intéressé en discute en interne et lors de rencontres entre syndicats ou entre militants, puis se prononce. S'il est d'accord sur le principe, il énonce ce qu'il compte entreprendre, ce qu'il met à la disposition des autres, ce qu'il propose comme idée d'action, pour être un des acteurs de cette démarche. Le succès de cette action ne dépend que du nombre et du travail effectif des syndicats ayant répondu favorablement à cette proposition **et** ayant effectivement réalisé des actions dans ce sens.

Si un syndicat n'est pas d'accord, il ne participera pas à cette action. Il se posera la question : doit-il laisser les autres faire cette action qu'il n'approuve pas ? Doit-il la combattre car elle s'oppose, d'après lui, aux principes de bases de l'anarcho-syndicalisme ? Dans ce cas, il peut choisir la forme qui lui semble la plus adaptée : proposition de poursuite du débat sur le fond, arrêt de sa collaboration avec les syndicats menant cette action, retrait de la confédération... I

SUITE PAGE 17

sion ("l'autonomie") de chaque syndicat, fonctionnant en assemblée générale de syndiqués, implique qu'aucune autre structure à quelque niveau que ce soit ne puisse avoir le moindre pouvoir de décision à la place du syndicat, même pour des tâches qui seraient qualifiées de "techniques". Ce qui n'est pas incompatible, loin s'en faut, avec le débat, la concertation, l'échange d'information, le partage de moyens.

La solidarité entre syndicats est une démarche volontaire et non une contrainte imposée par une majorité, quelle qu'elle soit. Elle résulte d'une proposition ou d'une demande d'aide d'un ou de plusieurs syndicats et de l'accord de tout syndicat jugeant cette proposition recevable.

Ainsi, une confédération anarcho-syndicaliste fonctionnant en réseau serait constituée d'un ensemble de syndicats se reconnaissant dans un certain nombre de principes généraux communs, issus de débats ouverts et permanents. Toute autre structure regroupant des syndicats, à tout niveau, serait alors une instance de concertation, d'information, mais jamais une instance de décision. La cohérence de la

tion des syndicats. Le réseau ne garantit pas contre toute prise de pouvoir, mais il limite fortement la prise de pouvoir car il n'existe alors aucun autre lieu de décision que le syndicat.

2 _ Le réseau s'oppose-t-il au fédéralisme ?

Très souvent, les militants libertaires ont une image partielle et déformée du réseau. Celle-ci provient d'une part de la période des années 70/80 pendant laquelle des groupes dits "autonomes" ont mené des expériences souvent forts critiquables (positionnement politique obscur, dérive autoritaire...). Même s'ils n'ont pas fait référence directement à ce concept, on parle parfois de ces groupes en terme de réseaux. Les critiques qu'on peut leur faire ne tiennent pas à leur pratique restreinte du réseau mais bien à leur manque d'analyse et d'objectifs politiques. D'autre part, le mot "réseau" est souvent utilisé pour décrire des relations cachées, semi-clandestines, entre des personnes ou des groupes. Il est clair que ces rapports occultes introduisent des possibilités de manipulation dans toute une organisation. Des militants qui échangent périodiquement des informations, des idées (quelle que

soit la forme utilisée : déplacements, "tournées des popotes", téléphone...) constituent un réseau. En soi, de tels échanges n'ont rien de choquant, et d'ailleurs, ils sont peut-être inévi-

tables. Ce qui est très critiquable, c'est l'utilisation qui peut en être faite (travail de sape, construction artificielle d'un rapport de force interne...). Or, cette utilisation ne découle pas du réseau mais de son caractère caché. En officialisant le réseau, en le mettant "sur la table", en rendant accessible les informations qui y circulent à tout adhérent,

on ne garde que l'aspect dynamique du réseau en neutralisant les aspects pervers évoqués ci-dessus.

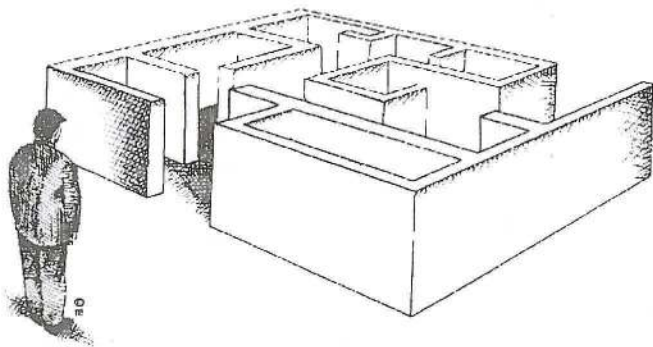
Enfin, pour certains militants, le réseau évoque inévitablement ... la pagaille. Or, un réseau, comme tout mode d'organisation, peut-être plus ou moins fortement structuré. Par exemple, rien ne s'oppose à ce que, dans un réseau, des protocoles fixent par consensus les modalités de circulation de l'information.

De fait, contrairement aux idées reçues, le réseau non seulement ne s'oppose pas au fédéralisme, mais il en constitue une des formes possibles. Il ne fait pas obstacle à la solidarité et il favorise l'échange car il est débarrassé des lourdeurs du passage obligé par des instances souvent difficiles à réunir pour diverses raisons. A la norme, édictée périodiquement par un congrès ou une instance après un débat plus ou moins formel, le réseau oppose la dynamique du débat permanent conduisant à un consensus qui seul permet l'action concertée efficace.

ANARCHO-SYNDICALISME & RESEAU

A partir d'une analyse de la société de classe actuelle et de ses fonctionnements (formes de domination, rôle du spectacle de la contestation, lutte des classes...), l'anarcho-syndicalisme définit des stratégies pour combattre et abattre le totalitarisme capitaliste et étatique (position idéologique de rupture avec le système, rejet des structures collaborant avec le pouvoir ou défendant un mode d'organisation autoritaire et hiérarchique, action directe, solidarité de classe, ...) et pour organiser la société future (autogestion, communisme libertaire...). Les moyens à utiliser doivent répondre à la réalité présente et être conformes aux objectifs à atteindre. C'est pourquoi le fédéralisme doit être une constante de nos organisations et le réseau peut se révéler une façon utile de le pratiquer.

Paul 2 •



confédération serait le produit de deux facteurs et de rien d'autre : la cohérence des relations entre les syndicats et leurs actions sur le terrain.

On le comprend aisément, ce type de fonctionnement génère une confédération dynamique. La réalité de la confédération est la résultante de l'action réelle et de l'inter-réac-

> PAS DE PRESIDENT POUR LA SERBIE



L'IAS (Initiative Anarcho-Syndicaliste) vient d'être fondée à Belgrade ce 19 octobre. Entre autres mesures, le Congrès fondateur, qui a été le point d'orgue de deux années d'intense travail militant dans tout le pays, a décidé de demander l'affiliation de l'IAS à l'Association Internationale des Travailleurs pour en devenir sa section Serbe.

Bienvenue dans l'AIT à nos compagnons des Balkans.

Le 5 octobre 2002, un soulèvement populaire chassait Milosevic du pouvoir. Peu après, dans un texte qui relatait cette lutte (et que Le Combat Syndicaliste a reproduit), les anarcho-syndicalistes de Belgrade parlaient de "Révolution confisquée". Le nationaliste Vojislav Kostunica est devenu le président des restes de la république fédérale de Yougoslavie. Les maîtres ont changé, une démocratie bourgeoise a été instituée, mais, pour les classes populaires, rien n'a changé, si ce n'est que leurs conditions de vie et de travail ont continué à se dégrader. Au niveau de la politique intérieure, ces deux années ont vu s'affronter Kostunica et le premier ministre serbe, Zoran Djindjic, réformateur libéral pro-occidental. Ce combat n'était qu'une lutte pour le pouvoir. Pour le premier tour des présidentielles serbes, ils étaient onze candidats, dont celui de l'extrême droite nationaliste, Vojislav Seselj, soutenu par l'ancien dictateur Milosevic. Ne pouvant faire aucune promesse crédible pour ce qui est des aspirations sociales des classes populaires, Kostunica s'est lui-même lancé dans une surenchère nationaliste, déclarant "provisoire" la séparation entre la Serbie et la République Sprska, région de Bosnie Herzégovine à majorité serbe.

Cette foire électorale sur fond de misère et de crise économique n'a pas passionné la population. Le 29 septembre (premier tour), c'est diffi-

cilement que l'on approche 60 % de suffrages exprimés. Kostunica arrive en tête avec 31.2 %, suivi de Labus, soutenu par Zoran Djindjic (27.7 %) et de Seselj (22.5 %). L'Union Européenne, malgré le faible taux de participation, se félicite du scrutin.

Dimanche 13 octobre, jour du deuxième tour, tout semble joué d'avance. Et pourtant ! Ni Labus ni Kostunica n'est élu. L'abstention est telle - même pas un électeur sur deux ne s'est déplacé - qu'il n'y a pas de Président de Serbie d'élu*1. Les médias et les politicologues débattent à l'infini pour savoir quand auront lieu les nouvelles élections ... sans comprendre que le message du peuple est clair : après s'être battu pour chasser le dictateur nationaliste Milosevic, il est, en à peine deux ans, dégoutté de la démocratie libérale bourgeoise. Avec l'un comme avec l'autre, le prolétariat de Serbie n'a connu que misère et privations.

Il reste à souhaiter que ce rejet des politiciens, qu'ils soient nationalistes ou libéraux, se transforme en lutte globale contre l'exploitation. La révolution d'octobre 2000, confisquée par les politiciens, n'a peut-être pas dit son dernier mot. Quoi qu'il en soit, cette situation rend d'autant plus nécessaire le soutien aux anarcho-syndicalistes serbes qui ont su mener, avant de se regrouper au sein de l'IAS, une campagne vigoureuse pour l'abstention. ●

*1 Il faut d'après la constitution serbe plus de 50 % d'électeurs pour que l'élection soit valable.

> RUSSIE : CONTRE LA GUERRE

Le 19 juillet à Sotchi, Vladimir Poutine déclarait à Jacques Chirac que la situation était stabilisée, "normalisée" et que la guerre se terminait en Tchétchénie. Le 23 octobre, la guerre faisait irruption au cœur même de Moscou, avec la prise en otage de 700 personnes dans un théâtre. Tout cela s'est terminé le samedi 26 par un bain de sang. Les spectateurs du théâtre n'étaient pas seulement les otages des tchétchènes. Ils l'étaient surtout de leur gouvernement.

LA SOLIDARITE DOIT ETRE PLUS FORTE QUE LES BOMBES

Depuis un an, diverses entités russes ont lancé une campagne de solidarité contre la guerre. Elle consiste à la fois en une action militante (piquets de protestation, manifestations, tracts...) et en une aide humanitaire apportée aux victimes. Des militants de la KRAS (organisation anarcho-syndicaliste, section russe de l'Association Internationale des Travailleurs) participent activement à cette campagne. Cette action a une forte portée symbolique : dans une ambiance nationaliste hystérique, ce sont des russes qui donnent, collectent puis distribuent des vivres, des vêtements, des livres, .. aux tchétchènes. Comme l'écrivent les organisateurs : *"La vieille dame qui apporte une jolie robe jamais portée, les gars de la ville lointaine de Pétrovodsk qui amènent à Moscou deux grands sacs de vêtements collectés, l'enfant qui donne des jouets et son livre de contes, les écoliers de Moscou qui récoltent une vingtaine de cartons d'aide... cela signifie que la solidarité est plus forte que les bombes"*. Le 26 octobre, l'assemblée générale de "Solidarité contre la guerre" a lancé un appel demandant à chacun de boycotter les appels à rejoindre les forces armées. ●

courrier

Notre prochain numéro (N° 79, daté de février-mars 2003)
paraîtra début février 2003.

EN MEMOIRE DE MOHAMED

Par ces mots, nous nous joignons à la peine de la famille de Mohamed Cheriff. Il est mort des suites de sévices que lui ont été infligés par deux tortionnaires. Son corps carbonisé a été découvert le 12 septembre à Toulouse. Nous souhaitons ici protester contre le traitement de ce drame dans la presse locale, qui a continuellement présenté la victime sous le jour le plus défavorable possible et qui n'a su que profiter du spectacle macabre de sa mort en publiant photos et détails, sans jamais se soucier de la sensibilité de la famille de la victime, ni lui donner la parole.

Des amis de la Nouria ●

JE SUIS UNE SANS-VOIX

"Monsieur. Vous serez sûrement étonné de recevoir un courrier d'une parfaite inconnue. Je suis une étudiante africaine qui vient d'emménager dans la ville de Et comme il est de nature, je dois signaler à la préfecture mon changement de département et renouveler ma carte de séjour qui a expiré. Or, c'est dantesque ... : on nous laisse dehors comme des bêtes et cela qu'il vente ou qu'il pleuve ! Ils ne reçoivent qu'une vingtaine de personnes parmi les centaines que nous sommes ... ils ferment carrément les accès à l'immeuble à des heures indues et, en prime, nous n'avons pas le droit à la moindre explication. Quel mal avons-nous fait pour être humiliés, traités de la sorte ? Nous ne sommes là que pour renouveler nos titres de séjour, régulariser nos situations... Je cherche à renou-

veler mon titre de séjour depuis des mois, je ne sais plus comment faire pour y parvenir. Je me suis levée parfois à quatre heures du matin pour venir attendre l'ouverture du service qui se fait à 8 h 30. J'ai attendu toute la matinée puis attendu l'ouverture de 13 h 30, mais ils n'ont fait entrer qu'une dizaine de personnes. Imaginez tout ce qu'on peut ressentir physiquement et psychologiquement après avoir attendu plus de dix heures, debout, à l'extérieur, sous des conditions climatiques glaciales ... et ensuite pour ne pas être servi ! ... Je sais, je suis une sans-voix. Merci de m'avoir écoutéE."

Une étudiante ●

PETIT AGACEMENT

"Je voudrais faire part d'un petit agacement à la lecture de l'article *"L'économie du don"* publié dans le dernier CS. Il y est écrit que, *"si les gens refusent de travailler, c'est qu'ils ont un grief"*. Il ne faudrait pas se cacher la vérité et prendre nos désirs pour la réalité. Si la société modèle l'individu, ce sont bien les individus qui la forment. ... La responsabilité et la solidarité sont très peu développées alors que les penchants égoïstes sont toujours prêts à

nous emporter. Les ouvriers se bouffent entre eux, le CDI laisse les corvées aux jeunes ou aux intérimaires ... et dans le public, on se fout bien de l'usager. Chez nous (hôpital long séjour), on multiplie les nombreuses pauses en disant que c'est pour laisser de l'autonomie aux résidents. Si on veut commencer la journée tard, c'est pour les laisser dormir. Si on veut finir tôt, c'est pour les laisser récupérer, car ils sont fatigués. Si on veut sortir ou voir un film, c'est toujours pour eux, alors que c'est nous qui choisissons. Ceux qui aiment bricoler font des projets en expliquant que c'est pour le bien-être des résidents, alors que ceux-ci ne doivent pas toucher et foutre la paix. Alors, si les tours de corvée ne sont pas prévus et organisés par le groupe ou la société, le bon temps sera au plus débrouillard ou malhonnête. Voilà à peu près."

Chantal ●

SURVIVORS

Pierre Seel nous fait savoir que la fondation "Survivors of the shoah" est à la recherche de personnes homosexuelles qui ont été persécutées pendant la deuxième guerre mondiale et qui accepteraient de témoigner. La fondation est en train de constituer sur ce thème des archives audio-visuelles destinées à être mises à la disposition du public. Survivors, P.O. Box 3168, Los Angeles, CA, 90078 -3168. U.S.A. ●

TOULOUSE : Permanence publique, au siège du syndicat, 7 rue St Remesy, tous les samedis de 17h à 19h. Table de presse tous les dimanches au marché St Sernin à partir de 10h30 et au RU du Mirail. Le premier vendredi de chaque mois, débat public "à batons rompus" sur un thème d'actualité, au siège du syndicat.

MONTAUBAN : Table de presse tous les samedis au marché Prax Paris à partir de 10h30.

FORUM LIBERTAIRE : Le numéro deux de cette feuille d'information du secteur santé social éducation, ouverte à tous, est en cours de réalisation. Tout article est bienvenu :

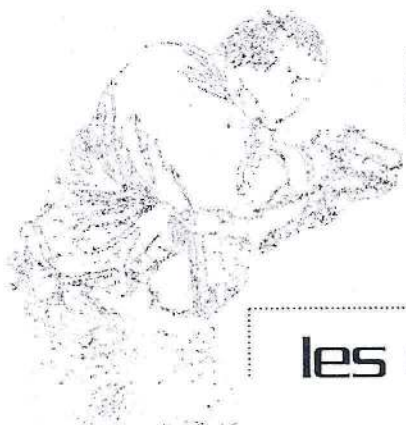
Forum libertaire, CNT-AIT, B.P. 158, 82001 MONTAUBAN cedex ●

AUTOPSIE D'UN MONTAGE MEDIATICO-POLICIER

Les citations sont extraites de "La Dépêche du Midi" des 23 et 24 octobre 2002. Les dessins sont faits d'après les photos de ces mêmes articles.

les titres

"Les quartiers nord de Toulouse pris en tenaille" "Hélicoptère en renfort" "Policiers et gendarmes ont mené, hier soir, une vaste opération de contrôle" "Descente surprise dans le quartier d'Empalot"



Les 23 et 24 octobre, en pleine nuit, les quartiers toulousains de Negreneys, Izards, Madrid, Ginestous, Empalot, ont été envahis par deux ou trois cents gendarmes, policiers de proximité, motards, BAC, unités spéciales d'intervention, CRS, appuyés par un hélicoptère. **Important :** Avant l'intervention de la police, ces quartiers étaient parfaitement calmes ces jours-là.

les faits

les commentaires

La presse locale consacre des articles élogieux à l'opération policière. Deux références donnent le ton des commentaires.

Avec la première, on est en pleine série B de télévision : l'opération aurait été menée **"A L'IMAGE DE LA POLICE AMÉRICAINE SURVOLANT LOS ANGELES..."**

Avec la deuxième, on est en pleine guerre, car tout ça, c'est une **"OPÉRATION DE SÉCURISATION"**, version "Algérie française", avec les **"QUARTIERS PRIS EN TENAILLE"**, "investis" par les forces spéciales...

Les photos sont encore plus choquantes

Sur l'une, on voit un gendarme, fusil à la main en pleine rue.

Sur l'autre, intitulée **"LES POLICIERS ONT POUSSÉ LES CONTRÔLES À L'INTÉRIEUR DES VÉHICULES"**, un flic pistolet à la ceinture, braque avec un flash-ball un chauffeur, l'arme est à un mètre environ de sa tempe, pendant que deux autres flics sont carrément entrés à moitié dans le véhicule pour le fouiller.

Quel est, d'un point de vue policier, le résultat de cette **"SPECTACULAIRE OPÉRATION"** de force ?

1. > trois ou quatre gamins d'une douzaine d'années qui jouaient en bas de leur immeuble sans faire de mal à personne ont été ramenés chez eux. **2. >** quatre **"SUSPECTS"** ont été arrêtés... et relâchés : ils n'étaient coupables de rien, ce qui ne les a pas empêché d'être empoisonnés pendant plusieurs heures au commissariat. **3. >** une personne a été **"INTERPELLÉE"** pour rébellion contre les forces de l'ordre. S'il n'y avait pas eu de contrôle, il n'y aurait pas eu de rébellion. **4. >** en ratissant le terrain **"BÂTIMENT APRÈS BÂTIMENT"** sur plusieurs kilomètres carrés, ... neuf barrettes de haschich ont été trouvées. Au prix de l'heure de vol en hélico et des salaires & primes de nuit de tous les flics mobilisés, ça met la barrette largement au dessus du prix de l'uranium enrichi !

BREF, LE RIDICULE EST TOTAL !

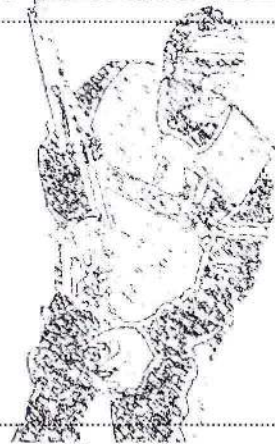
Cela sera difficile de faire pire lors des prochaines attaques de quartier, à moins de mettre un porte-avion nucléaire sur le lac de Reynerie... Par contre, les **NUISANCES SUBIES PAR LA POPULATION** sont très importantes, bien que la presse "démocrate" se soit gardée de les souligner :

- **210 PERSONNES INNOCENTES ONT ÉTÉ SOUMISE À UN CONTRÔLE HUMILIANT, DÉGRADANT ET IMMOTIVÉ**, à des fouilles sur leur personne ou dans leur véhicule, avec parfois une arme braquée sur le ventre ou sur la tête. Ce qui constitue de graves violences psychologiques.

- **AU MOINS DIX MILLE HABITANTS** (dont des bébés, des personnes âgées,...) ont été brutalement réveillés à minuit par le bruit infernal d'un hélicoptère passant et repassant quelques mètres au-dessus de leur tête, **"balayant les immeubles à l'aide d'un puissant projecteur"** sans avoir aucune explication. On imagine l'angoisse, pour des populations qui ont subi voici un an l'explosion d'AZF !

- Enfin, plusieurs habitants ont **PERDU LEUR VOITURE GRÂCE À CETTE BRILLANTE OPÉRATION DE "SÉCURISATION"**, puisque l'arrivée des flics à Empalot et surtout leur départ ailleurs a été sauvé par des incendies de voiture.

les résultats



conclusions

"UNE EXPÉRIENCE À RENOUVELER", concluent en cœur les responsables. Puisqu'ils n'ont rien trouvé de ce qu'ils prétendaient chercher (drogue, armes, "délinquants"...), s'ils veulent recommencer, c'est qu'ils cherchent autre chose.

Quoi ? Faire régner un climat de guerre civile. Humilier et provoquer les habitants des quartiers.

(Note : Pour justifier l'intervention du deuxième jour, la presse fait état d'une altercation verbale entre un "père de famille" et des jeunes à Empalot. De quoi déplacer un hélico effectivement)